

PLATEFORME ÉLECTORALE DE LA FTQ ÉCONOMIE, EMPLOIS, FISCALITÉ

SECTION 3 DE 4

| SECTION : ÉCONOMIE, EMPLOIS ET FISCALITÉ |

Les changements climatiques, technologiques et économiques auxquels le Québec est confronté représentent des risques, mais aussi des opportunités pour se positionner à l'échelle mondiale. Le Québec doit se doter d'une stratégie de développement économique cohérente et structurante qui mettra de l'avant des politiques économiques axées sur le bien-être des personnes et des communautés. Ces politiques doivent prendre appui sur une fiscalité progressive et des mesures interventionnistes pour aider tous les secteurs d'activités à relever leurs défis respectifs.

16. ADOPTER UN PLAN QUÉBÉCOIS DE TRANSITION JUSTE VERS UNE ÉCONOMIE VERTE ET « SANS PÉTROLE »

Au cours des prochaines années, le réchauffement de la planète risque de multiplier les dérèglements météorologiques (inondations, feux de forêt, montée des eaux, sécheresse, etc.) et de mettre en péril les modes de vie et l'équilibre des sociétés. Pour éviter le pire, les pays du monde entier se sont engagés à fournir des efforts considérables pour ralentir le réchauffement climatique. L'objectif du Québec : réduire de 20 % ses émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport au niveau de 1990 d'ici 2020, et de 37,5 % d'ici 2030. Le temps presse et les actions à prendre doivent être draconiennes.

Il faut changer en profondeur les manières de se déplacer, de se chauffer, de consommer, de produire des biens et des services, d'occuper le territoire. Surtout, il faut viser l'élimination des produits pétroliers comme source d'énergie, car ils sont responsables de 80 % des émissions de GES au Québec. Malheureusement, le gouvernement libéral encourage l'exploration et l'exploitation pétrolières et gazières à des fins économiques. Ce faisant, il trahit ses propres engagements et met à risque la santé et la sécurité des communautés ainsi que l'intégrité des écosystèmes.

Pourtant, le Québec dispose de tous les atouts pour s'affranchir du pétrole et s'engager dans une transition vers une économie plus verte, fondée sur des énergies renouvelables et un modèle de développement durable. Ce virage entraînera une restructuration majeure de l'économie et du marché du travail. De nouveaux secteurs d'activité émergeront ; d'autres déclineront. Des milliers d'emplois seront perdus ; d'autres seront créés et plusieurs se transformeront. Sans implication cohérente de l'État et des partenaires sociaux, cette transition risque d'être désordonnée et de laisser pour compte des milliers de travailleurs et de travailleuses, et leurs communautés.

La FTQ demande la mise en œuvre rapide d'un plan de transition juste, pour que les coûts humains, sociaux et économiques de ces changements soient assumés par l'ensemble de la société. Ce plan doit prévoir des investissements considérables pour soutenir et accompagner les secteurs d'activité, les communautés et, surtout, les travailleurs et travailleuses les plus à risque. Il doit mettre en place les mesures d'adaptation au marché du travail et de diversification économique

pour pallier les contrecoups de la transition. Enfin, le plan de transition juste vers une économie verte doit viser l'équité et s'appuyer sur un dialogue social continu.

17. PRÉVOIR UNE TRANSITION JUSTE POUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES QUI SERONT TOUCHÉS PAR LA NUMÉRISATION DE L'ÉCONOMIE

Le Québec connaît une numérisation rapide de son économie. L'intelligence artificielle, les métadonnées, l'impression 3D, les biotechnologies, la robotique ou encore l'Internet des objets ne sont que quelques manifestations concrètes de cette nouvelle économie. Ces technologies affecteront tous les secteurs d'activité. Pour certaines personnes, ces changements technologiques sont synonymes de progrès économique, social et politique. D'autres estiment cependant que si des mesures ne sont pas prises, la numérisation de l'économie engendrera des défis de taille, notamment un chômage structurel important, une situation de sous-emploi chronique (précarité) et des inégalités croissantes dans les revenus ainsi que dans les possibilités de travail.

La FTQ reconnaît que la révolution numérique offre un ensemble sans précédent d'outils pour stimuler la croissance et la productivité, créer de la richesse et améliorer la société tout entière. Cependant, dans cet univers numérisé, il importe que ces transformations contribuent à créer des emplois de qualité pour tous et toutes et non pour une minorité d'individus ayant des compétences élevées.

Afin d'offrir les meilleures chances d'emploi à tous et à toutes, la FTQ prône un meilleur accès à des programmes d'éducation, à de la formation qualifiante et transférable, à des services de placement et de reclassement pour les travailleurs et travailleuses touchés par ces changements, à des mesures de soutien du revenu spécifiques à la période de transition imposée par cette transformation numérique.

18. CONCEVOIR UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE INNOVANTE ET DURABLE

Plusieurs mutations, notamment la vive concurrence internationale, le déplacement du poids économique vers l'Asie, l'exportation sans transformation locale des ressources naturelles et la numérisation de l'économie, modifient profondément et rapidement le tissu productif du Québec. De plus, le déclin structurel du secteur manufacturier inquiète. Tous ces bouleversements ont trop souvent des impacts négatifs sur l'emploi, ce qui ne se fait pas sans heurts pour les travailleurs et les travailleuses.

Dans ce contexte, la FTQ exige une stratégie de développement industriel cohérente et structurante dont l'objectif prioritaire sera la création d'emplois de qualité. Cette politique doit aussi déployer tous les moyens nécessaires pour réduire les GES, développer de nouveaux secteurs verts, accroître les activités de 2^e et 3^e transformations, développer les régions et relancer le secteur manufacturier. De grands chantiers comme l'électrification et le développement des transports





collectifs, la rénovation écoénergétique et l'intensification de la construction en bois doivent être encouragés et soutenus activement. Cette politique doit aussi prévoir des mesures et des investissements visant à accompagner et aider les entreprises dans certains secteurs (ex. : modernisation, innovation, restructuration, etc.), et à soutenir les communautés locales dans la diversification de leur tissu industriel. Enfin, il ne faut surtout pas négliger les PME qui sont fortement ancrées dans leur communauté, qui font tourner l'économie locale et régionale, et qui ont un impact structurant sur le tissu industriel des régions.

19. AUGMENTER LES TAUX D'IMPOSITION DES MIEUX NANTIS ET LUTTER CONTRE LES PARADIS FISCAUX DE MANIÈRE EFFICACE

Au Québec, les inégalités socioéconomiques persistent et tendent à s'accroître. Depuis plusieurs années, le gouvernement a réduit la progressivité de l'impôt sur le revenu et favorisé l'allègement des obligations fiscales pour une minorité de contribuables fortunés. Pendant ce temps, les revenus et le pouvoir d'achat de la majorité des travailleurs et des travailleuses stagnent, et des centaines de milliers de personnes restent dans la pauvreté. Toutes ces personnes ont été plus durement touchées par les politiques d'austérité que les contribuables plus aisés.

De plus, le Québec n'échappe pas aux pratiques d'évitement fiscal ni au recours aux paradis fiscaux qui ont élaboussé de nombreuses juridictions à travers le monde. Chaque année, des sommes substantielles échappent au Trésor public à cause du transfert de richesse opéré par les grandes entreprises, les institutions financières et certains individus très fortunés, généralement en toute légalité et avec la complicité de professionnels aguerris. Ces pratiques privent la société québécoise de ressources pour soutenir et maintenir des services publics et des programmes sociaux de qualité. La lutte contre toutes les formes de contournement des obligations fiscales doit donc devenir une priorité.

La FTQ demande une révision de la fiscalité qui assure la juste contribution de tous. La centrale souhaite notamment la mise en place d'un impôt minimum pour les grandes entreprises ainsi que la création de paliers d'imposition supplémentaires pour les revenus des particuliers les plus nantis.

Elle s'attend aussi à ce que soient mises en œuvre des mesures vigoureuses et soutenues pour résoudre le problème de l'évitement fiscal et du recours aux paradis fiscaux.

20. ASSURER L'ÉQUITÉ FISCALE ENTRE LES GRANDES MULTINATIONALES DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET LES ENTREPRISES NATIONALES

Présentement, les géants du Web (Google, Apple, Facebook, Amazon, Netflix, Spotify, etc.) offrent des services et des produits (commerce en ligne) sans être soumis aux mêmes règles que les entreprises québécoises qui offrent des services équivalents. Au plan fiscal, ces multinationales, pour la plupart américaines,

disposent d'un avantage concurrentiel certain en ne percevant pas les taxes à la consommation (TPS et TVQ) auprès de leur clientèle québécoise. De plus, ces mêmes entreprises numériques donnent accès à des contenus culturels sans contribuer à leur financement, une des obligations liées à la réglementation visant la culture et les médias. Cette réalité pénalise les créateurs, les producteurs, les éditeurs, les diffuseurs et les travailleurs et travailleuses d'ici qui ne peuvent récolter les fruits de leur travail. Non seulement le gouvernement se prive de revenus en agissant ainsi, mais il crée une situation d'iniquité fiscale à l'égard des entreprises québécoises.

L'identité et la souveraineté culturelle québécoise, de même que l'industrie médiatique, constituent une richesse collective à préserver. La FTQ demande l'équité fiscale entre les entreprises nationales et étrangères qui sont actives sur le Web et estime que ces dernières doivent prélever les mêmes taxes et être soumises au même cadre législatif et réglementaire que les entreprises québécoises.

21. IMPOSER DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE CRÉATION D'EMPLOI À L'OCTROI D'AIDES GOUVERNEMENTALES

L'État contribue activement au dynamisme des entreprises d'ici à travers les dépenses fiscales, l'octroi de subventions ou de tarifs préférentiels, d'électricité notamment. Cependant, l'ensemble de ces mesures d'aide constituent un important manque à gagner pour le gouvernement. Qui plus est, les entreprises bénéficiaires ne tiennent parfois pas leurs engagements en matière de création d'emplois ou de retombées économiques locales.

La FTQ reconnaît que ces mesures peuvent jouer un rôle essentiel dans la création d'emplois et la diversification du tissu économique. Cependant, compte tenu des sommes publiques engagées, la centrale juge impératif de procéder à une révision complète des mesures fiscales d'aide aux entreprises afin de resserrer ou d'abolir celles qui ne sont plus justifiées au plan économique, de renforcer celles qui le sont, et d'en créer de nouvelles s'il y a lieu.

Pour la FTQ, l'objectif principal des mesures fiscales d'aide aux entreprises doit être le maintien et la création d'emplois. Ainsi, toute aide gouvernementale, fiscale et autre doit être conditionnelle à un engagement ferme des entreprises envers, entre autres, la transformation des ressources naturelles, le maintien et la création d'un nombre assez substantiel d'emplois de qualité. Aussi, une obligation de remboursement en cas de non-respect dans une période déterminée à l'avance doit être imposée.



Lors des élections générales d'octobre 2018, la FTQ et ses syndicats affiliés souhaitent l'élection d'un gouvernement qui s'engagera résolument à promouvoir un régime de justice sociale, de dignité de la personne et de liberté démocratique. C'est pour contribuer à atteindre ce résultat que la FTQ et ses syndicats affiliés rendent publique une plateforme électorale : elle contient des propositions pour améliorer les droits et les conditions de vie de la majorité des travailleuses et des travailleurs du Québec. Cette plateforme, adoptée lors du Conseil général de la FTQ du 21 février 2018, propose quatre grands chantiers prioritaires : milieux de travail ; services publics ; économie, emplois et fiscalité ; démocratie et langue.

Pour télécharger la plateforme :
<https://ftq.qc.ca/elections-quebec-2018/>.